MAP/AECK
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
Fraternité-Justice-Travail

ASSEMBLÉE NATIONALE

LOI N° 2026 -
portant loi de finances pour la gestion 2027.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du.....2026, la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I- IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES

A - DISPOSITIONS ANTERIEURES

Article 1er : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continuent d'être opérées, pendant l'année 2027, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1- la perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2- la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2026.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite, contre les fonctionnaires et agents qui ont confectionné les rôles et tarifs et ceux qui en ont assuré le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en ont fait la perception.

Sont également punis des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque

motif que ce soit, ont, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe ou ont effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui ont effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

B- MESURES RECONDUITES

Article 2 : Du 1er janvier au 31 décembre 2027 et nonobstant les dispositions des articles 487, 488 et 645 du code général des impôts, les majorations, intérêts de retard, coûts de commandement et frais de saisie ne sont pas applicables aux contribuables qui procèdent, sur toute l'année budgétaire, au paiement intégral des droits dus en matière de taxe foncière unique.

Le bénéfice de cette mesure est subordonné à l'immatriculation du propriétaire foncier à l'identifiant fiscal unique (IFU).

Article 3 : Du 1er janvier au 31 décembre 2027, les pénalités, amendes et majorations fiscales ne sont pas applicables aux contribuables qui souscrivent spontanément, pour la première fois, leurs déclarations des affaires réalisées au titre des exercices antérieurs et qui procèdent au paiement intégral des droits dus.

Le bénéfice de cette mesure est subordonné à l'absence d'une procédure de contrôle fiscal ou d'une enquête fiscale en cours chez le contribuable.

Article 4 : Du 1er janvier au 31 décembre 2027 et nonobstant les dispositions de l'article 14 de la loi n° 2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour la gestion 2015, et les lois qui l'ont modifiée, le taux de la taxe de statistique (T. STAT) sur les produits pétroliers en régime de réexportation d'une part, le charbon, le manganèse et autres matières premières en transit à destination de pays non enclavés d'autre part, est de 1% de la valeur en douane pour les produits non communautaires.

Article 5 : Les véhicules neufs à quatre roues importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin bénéficient, durant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2027, des avantages douaniers et fiscaux suivants :

1) abattement sur la valeur en douane de :

- 99 % pour les véhicules électriques à l'état neuf ;
- 95 % pour les véhicules hybrides à l'état neuf ;
- 90 % pour les autres véhicules à l'état neuf ;

2) exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cette mesure s'applique aux camions, autobus, autocars et minibus de toutes catégories, voitures de tourisme et autres véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, y compris les voitures de type « break » double cabine.

Article 6 : Les aéronefs et les aérostats, ainsi que leurs pièces de rechange, sont exonérés des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2027.

Article 7 : Les récipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier et les accessoires (brûleurs, supports marmites pour les bouteilles de 1 à 6 kg, tuyaux, raccords, détendeurs, réchauds à gaz sans four et robinets-détendeurs) pour gaz domestique, importés, fabriqués ou vendus en République du Bénin sont exonérés des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2027.

Article 8 : Du 1er janvier au 31 décembre 2027 et nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du code des douanes et de l'article 229 du code général des impôts, les matériels et équipements neufs importés en République du Bénin par les petites et moyennes entreprises ne bénéficiant pas d'un régime fiscal dérogatoire, destinés à l'installation d'unités artisanales et industrielles, sont exonérés des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent article sont fixées par décision du comité interministériel de promotion des investissements prévu à l'article 10 de la loi n° 2020-02 du 20 mars 2020 portant code des investissements en République du Bénin.

Article 9 : Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du code des douanes et de l'article 229 du code général des impôts, les équipements et matériaux neufs importés en République du Bénin, ainsi que les matériaux locaux, destinés à la construction des stations-services, des stations-trottoirs, des cuves à pétrole et à gasoil sont exonérés des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2027.

De même, et pour la même période, les équipements neufs importés pour la rénovation des stations-services, des stations-trottoirs, des cuves à pétrole et à gasoil sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique (T. STAT) instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

C- MESURES NOUVELLES

Article 10 : Les biens importés à la suite d'une commande effectuée à partir d'une plateforme locale agréée de commerce électronique sont exonérés des droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) lorsque la valeur en douane n'excède pas trois cent mille (300 000) francs CFA et que le paiement est effectué par voie électronique.

Article 11 : Les exonérations prévues aux articles 2 à 9 ci-dessus ne couvrent pas les prélèvements, taxes et redevance ci-après :

- prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- prélèvement communautaire (PC) ;
- prélèvement de solidarité (PS) ;
- taxe de statistique (T. STAT) ;
- timbre douanier (TD) ;
- redevance d'aménagement urbain (RAU) ;
- taxe de voirie (TV).

Article 12 : A compter du 1er janvier 2027, la redevance sur les communications GSM prévue à l'article 6 de la loi n° 2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017 et modifié par l'article 15 de la loi n° 2022-33 du 9 décembre 2022 portant loi de finances pour la gestion 2023 est désormais dénommée redevance sur les services de communications électroniques fournis par les opérateurs de réseaux mobiles de communications ouverts au public.

La liste des opérateurs concernés est transmise à la Direction générale des Impôts par l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste.

Article 13 : Au niveau du point 3 de l'article 4 du code général des impôts, le groupe de mots « Les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit régies par la loi n° 2012-14 du 21 mars 2012 portant règlementation des systèmes financiers décentralisés en République du Bénin » est remplacé par « Les institutions de microfinance, sous la forme de société coopérative, régies par la loi n° 2025-14 du 02 juillet 2025 portant règlementation de la microfinance en République du Bénin, pour leurs opérations de collecte de l'épargne et de crédit.

Article 14 : Au niveau des points 1 et 3 de l'article 45 du code général des impôts, le groupe de mots « en République du Bénin ou » est inséré à la troisième ligne après respectivement « situées » et « établies ».

Article 15 : Le point 3 de l'article 68 du code général des impôts est modifié et repris comme suit :

« 3) les plus-values réalisées lors de la cession de valeurs mobilières auxquelles sont réputés assimilés, les actifs numériques ».

Article 16 : Le point 5 de l'article 69 du code général des impôts est modifié et repris comme suit :

« 5) les revenus versés aux non-membres des sociétés coopératives de microfinance ».

Article 17 : Il est créé à l'article 72 du code général des impôts, un troisième point rédigé comme suit :

« 3) les revenus des parts sociales détenues par les associés coopérateurs des sociétés de microfinance ».

Article 18 : Il est créé un troisième point à l'article 91 du code général des impôts rédigé comme suit :

« 3) Pour les plus-values dégagées lors des cessions d'actions non cotées sur une bourse des valeurs agréées par le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, par les particuliers ou les personnes morales non-résidentes, l'impôt est dû par le cédant et acquitté lors de la formalité d'enregistrement de l'acte de cession. Toutefois, le cessionnaire et l'entité dont les titres sont cédés sont tenus solidairement responsables du paiement ».

Article 19 : Le point 1) de l'article 142 du code général des impôts est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Il s'applique à 50% des sommes hors taxes dues ».

Article 20 : Le point 1 de l'article 147 du code général des impôts est modifié comme suit :

« 1) Les entreprises innovantes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ou « start-up » constituées en société bénéficient, à compter de l'année suivant la date de délivrance du label « start-up », de l'exonération de l'impôt sur les sociétés et du versement patronal sur les salaires pendant les deux (02) premières années suivant cette labellisation et d'une réduction de cinquante pour cent (50%) des mêmes impôts au titre de la troisième année ».

Article 21 : L'article 159 du code général des impôts est modifié et repris comme suit :

« Les taux de la taxe foncière unique sont fixés comme suit :

- 4 % pour les propriétés non bâties ;
- 6 % pour les propriétés bâties ».

Article 22 : Le point 22 de l'article 197 du code général des impôts est modifié comme suit :

« 22) les institutions de microfinance régulièrement constituées pour leurs opérations de collecte de l'épargne et de distribution de crédit ».

Article 23 : Un point 3 est créé à l'article 262 du code général des impôts et rédigé comme suit :

« 3) Pour les prestations de services fournies à travers les plateformes de commerce électronique par des opérateurs non-résidents, la taxe sur la valeur ajoutée est liquidée, collectée et reversée par l'opérateur de la plateforme, y compris lorsque le preneur est un assujetti redevable établi en République du Bénin. Le cas échéant, le preneur assujetti redevable exerce son droit à déduction dans les conditions de droit commun ».

Article 24 : Au niveau des points 7 et 8 de l'article 265 du code général des impôts, le groupe de mots « systèmes financiers décentralisés » est remplacé par « institutions de microfinance ».

Article 25 : La première phrase du point 3 de l'article 273 du code général des impôts est reprise et divisée en deux phrases comme suit :

« 3) La base imposable de la contribution est le prix hors taxe du service rendu. Pour les bonus et autres offres gratuites, la base d'imposition est égale à la valeur tarifaire du service ».

Article 26 : Le groupe de mots « du prix de vente hors taxe du service » du point 4 de l'article 273 du code général des impôts est remplacé par les mots « prix hors taxe du service rendu ».

Article 27 : L'article 292 du code général des impôts est modifié et repris comme suit :

« Le montant de la taxe est liquidé par application d'un taux proportionnel sur le prix hors taxes de l'établissement hôtelier. Ce taux est fixé, en fonction des périodes touristiques, par arrêté conjoint des ministres en charge des finances et du tourisme ».

Article 28 : Le point 2 de l'article 362 du code général des impôts est modifié comme suit :

« 2) Les notaires, huissiers et greffiers sont tenus chaque fois qu'ils soumettent des actes à la formalité de l'enregistrement, de laisser une copie à conserver par le service des impôts ».

Article 29 : L'alinéa 2 du point 2 de l'article 364 du code général des impôts est modifié comme suit :

« Toutefois, pour toutes les opérations de prestations, de fournitures ou de livraison à l'État, aux collectivités locales et aux sociétés, établissements, agences et offices de l'Etat ainsi qu'aux entités semi-publiques, la formalité d'enregistrement est accomplie avec un paiement différé des droits. Le cas échéant, les droits exigibles sont retenus à la source par le service chargé du paiement ».

Article 30 : Le titre de la sous-section 3 relative aux articles 470 et 471 du code général des impôts est modifié comme suit :

« Sous-section 3 : Déclaration annuelle des prix de transfert et déclaration pays par pays ».

Article 31 : Le point 3 de l'article 471 du code général des impôts est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Une entreprise établie en République du Bénin, autre que l'entité mère ultime d'un groupe d'entreprises multinationales, n'est pas tenue de déposer la déclaration pays par pays au titre d'un exercice fiscal en cas de dépôt de substitution dans une autre juridiction par le groupe d'entreprises multinationales, sous réserve que les conditions cumulatives suivantes soient remplies pour cet exercice fiscal :

- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante impose le dépôt d'une déclaration pays par pays similaire à celle prévue par le présent article ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a conclu un accord autorisant l'échange automatique des déclarations pays par pays avec la République du Bénin qui est en vigueur à la date prévue pour le dépôt de la déclaration pays par pays ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante n'a pas informé la République du Bénin d'une défaillance systémique ;
- la déclaration pays par pays est échangée par la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante avec la République du Bénin ;
- la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante a été informée par l'entité constitutive résidente à des fins fiscales dans sa juridiction que cette dernière a été désignée par le groupe d'entreprises multinationales pour déposer la déclaration pays par pays pour son compte ;
- une notification de l'entité constitutive résidente à des fins fiscales en République du Bénin a été reçue par l'administration fiscale, indiquant l'identité et la juridiction de résidence fiscale de l'entité déclarante ».

Article 32 : Un point 3 est créé à l'article 491 et rédigé comme suit :
« 3) Pour les plateformes étrangères de services numériques, le défaut de régularisation de l'une quelconque de leurs obligations dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure, donne lieu à la suspension de l'accès à la plateforme à partir du territoire béninois ».

Article 33 : Le point 6 de l'article 496 du code général des impôts est modifié et repris comme suit :

« 6) Le défaut de production ou la production d'une manière incomplète ou inexacte de la déclaration annuelle prévue à l'article 470 du présent code entraîne l'application d'une amende égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA. Cette amende, qui n'est pas éligible aux transactions prévues à l'article 591 du présent code, n'est applicable qu'après le défaut de régularisation dans les huit jours d'une mise en demeure adressée au contribuable ».

Article 34 : Il est créé à l'article 496 du code général des impôts, un 7e point rédigé comme suit :

7) Le défaut de production, la production d'une manière incomplète ou l'inexacte de la déclaration pays par pays prévue à l'article 471 du présent code entraîne l'application d'une amende égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA. Cette amende, qui ne peut bénéficier des dispositions de l'article 591 du présent code, n'est applicable qu'après le défaut de régularisation dans les huit jours d'une mise en demeure adressée au contribuable ».

Article 35 : Au niveau de l'alinéa 2 du point 2 de l'article 502, du code général des impôts, le groupe de mots « de trois (3) mois » est remplacé par « pouvant aller jusqu'à trois (03) mois ».

Article 36 : Le point 6 de l'article 502, du code général des impôts est modifié comme suit :

« 6) Tout manquement non spécifié à la réglementation relative à la facturation normalisée est passible d'une amende d'un million (1 000 000) de francs CFA ».

Article 37 : Le point 1 de l'article 542 du code général des impôts est modifié et complété comme suit :

« 1) Lorsque, au cours d'une vérification de comptabilités, l'administration fiscale a réuni des éléments faisant présumer qu'une entreprise, autre que celles visées au paragraphe 1 de l'article 543 du présent code, a opéré un transfert indirect de bénéfices, au sens des dispositions de l'article 45 du présent code, elle peut demander à cette entreprise des informations et documents précisant :

a) l'identité des entreprises, sociétés ou groupements liés au sens du paragraphe 2 de l'article 45 du présent code, établis en République du Bénin ou hors de la République

du Bénin, avec lesquels cette entreprise réalise des transactions et la nature desdites transactions ;

b) la nature des relations entrant dans les prévisions de l'article 45 du présent code, entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées en République du Bénin ou hors de la République du Bénin ou sociétés ou groupements établis en République du Bénin ou hors de la République du Bénin ;

c) la méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec des entreprises, sociétés ou groupements visés au point a) et les éléments qui la justifient, notamment une analyse fonctionnelle et une analyse de comparabilité complètes, ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties ;

d) les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au paragraphe a), liées aux opérations visées au paragraphe b) et le contexte dans lesquelles elles se déroulent ;

e) la copie des contrats conclus avec des entreprises liées au sens du point 2 de l'article 45 du présent code ;

f) le traitement fiscal réservé aux opérations visées au paragraphe b) et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors de la République du Bénin ou par les entreprises, sociétés ou groupements visés au paragraphe a) dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité du capital ou des droits de vote.

Article 38 : Au point 2 de l'article 542 du code général des impôts, les groupes de mots « trente (30) jours » et « quarante-cinq (45) jours » sont remplacés respectivement par « quinze (15) jours » et « trente (30) jours ».

Article 39 : Au niveau du point 1 de l'article 543 du code général des impôts, le groupe de mots « entreprises établies à l'étranger » est remplacé par « entreprises établies en République du Bénin ou hors de la République du Bénin ».

Article 40 : L'article 550 du code général des impôts, est modifié et repris comme suit :

L'administration fiscale ne peut effectuer aucune rectification concernant une période précédemment vérifiée sur place, sauf réparation d'erreurs ou d'omissions apparaissant au seul examen du dossier ou en cas de renouvellement de contrôle dans les cas prévus à l'article 582 du présent code ».

Article 41 : L'article 562 du code général des impôts est modifié comme suit :
« Toute opération conclue sous la forme d'un contrat ou d'un acte juridique quelconque et dissimulant une réalisation ou un transfert de bénéfices ou de revenus, effectués directement ou par personnes interposées, n'est pas opposable à l'Administration fiscale, qui a le droit de restituer à l'opération son véritable caractère et de déterminer en conséquence les bases des impôts sur les bénéfices ou les revenus ».

Article 42 : Le point 8 de l'article 578 du code général des impôts est supprimé.

Article 43 : L'article 579 du code général des impôts est modifié et repris comme suit :

« SECTION 3 : ACCORD PREALABLE DE PRIX DE TRANSFERT

Article 579

Les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises au sens du point 2 de l'article 45 du présent code, peuvent solliciter auprès de l'administration fiscale la conclusion d'un accord préalable sur la méthode de détermination des prix de transfert, pour une période comprise entre deux (02) et quatre (04) exercices.

Les modalités de mise en œuvre du présent article sont fixées par un arrêté du ministre chargé des Finances ».

Article 44 : Les dispositions de l'article 579 du code général des impôts sont intégralement transférées à la section 4 dénommée « secret professionnel » au point 1 de l'article 580 du code général des impôts. Les points 1 et 2 de l'article 580 du code général des impôts sont renumérotés et deviennent 2 et 3.

Article 45 : Le paragraphe g du point 1 de l'article 582 du code général des impôts, est complété ainsi qu'il suit :

« g) le renouvellement par l'administration fiscale d'un contrôle sur place déjà achevé pour un impôt ou un groupe d'impôts et pour une période déterminée sauf en cas de survenance d'un élément nouveau ou suite à la communication d'informations émanant de l'autorité compétente d'une juridiction fiscale étrangère dans le cadre d'une demande d'assistance administrative initiée pendant le contrôle achevé ».

Article 46 : Au niveau de l'article 18 du code des douanes, il est inséré, après le 10ème tiret, un nouveau tiret rédigé comme suit :

« - le coût du logiciel pour l'évaluation des supports informatiques importés comportant des données ou des instructions ».

II- RESSOURCES AFFECTEES ET RESSOURCES RECOUVREES AU PROFIT D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES ET AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

Article 47 : Les critères de répartition des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales intègrent la dimension adaptation et atténuation aux effets des changements climatiques.

Article 48 : Les recettes à recouvrer au profit des collectivités territoriales pour la gestion 2027 sont évaluées à 4 297,1 millions de francs CFA.

Article 49 : Les recettes à recouvrer au profit du « Port autonome de Cotonou » pour la gestion 2027 sont évaluées à 15 715,0 millions de francs CFA.

Article 50 : Les recettes à recouvrer au profit du « Fonds de développement pétrolier » pour la gestion 2027 sont évaluées à 658,3 millions de francs CFA.

B-DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET ANNEXE ET AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 51 : Le budget annexe et le compte d'affectation spéciale ouverts à la date du dépôt du projet de loi de finances pour la gestion 2027 sont confirmés sous réserve des dispositions de la présente loi.

Sous réserve des dispositions de la présente loi, les affectations constatées au profit du budget annexe et du compte d'affectation spéciale sont également confirmées pour l'année 2027.

Article 52 : Pour la gestion 2027, le compte d'affectation spéciale « prévention, gestion des catastrophes et vulnérabilités » est alimenté par 56,2% de la redevance sur les services de communications électroniques fournis par les opérateurs de réseaux mobiles de communications ouverts au public.

Article 53 : Il est autorisé pour la gestion 2027, l'imputation par dérogation sur le compte d'affectation spéciale, des dépenses résultant du paiement des traitements ou des indemnités à des agents de l'État ou d'autres organismes publics.

C- AUTRES DISPOSITIONS

Article 54 : Les recettes à recouvrer au titre de la participation de la République du Bénin aux budgets de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission de l'Union africaine (UA) sont évaluées pour la gestion 2027 à 32 911,9 millions de francs CFA, se décomposant comme suit :

Libellé des droits et taxes	Montant (en millions de FCFA)
Prélèvement communautaire (PC)	11 285,1
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	17 602,5
Prélèvement de solidarité (PS)	4 024,3
Total	**32 911,9**

TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 55: Les ressources du projet de loi de finances pour la gestion 2027 sont évaluées à 4 757 029 millions de francs CFA et comprennent :

A- les recettes du budget général (non compris les ressources affectées), évaluées à 2 995 277 millions de francs CFA et décomposées comme suit :

Libellés	Montant (en millions de FCFA)
Impôts	1 673 407
Douanes	1 050 700
Trésor	197 235
Dons budgétaires	23 500
Fonds de concours et dons projets	45 435
Agence nationale du domaine et du foncier	5 000

B- les recettes du fonds national des retraites du Bénin pour la gestion 2027 évaluées à 62 161 millions de francs CFA ;

C- les recettes du compte d'affectation spéciale « Prévention, gestion des catastrophes et vulnérabilités » pour la gestion 2027 évaluées à 50 094 millions de francs CFA ;

D- les ressources de trésorerie pour la gestion 2027 évaluées à 1 649 497 millions de francs CFA, et décomposées comme suit :

Libellés	Montant (en millions de FCFA)
Emission des dettes à moyen et long termes	851 884
Obligations et bons du trésor	647 853
Autres ressources de trésorerie	149 760

Article 56 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 57 : Le montant des autorisations d'engagement du budget de l'Etat pour la gestion 2027 est fixé à 2 296 217 millions de francs CFA pour les dépenses en capital.

Article 58 : Le montant des crédits de paiement ouverts au budget de l'Etat pour la gestion 2027 est fixé à 3 690 968 millions de francs CFA et se décompose comme suit :

Libellés	Montant (en millions de FCFA)
Dépenses ordinaires	2 004 866
Dépenses en capital	1 545 208
Dépenses du fonds national des retraites du Bénin	90 800
Dépenses des comptes d'affectation spéciale	50 094

Article 59 : Les charges du projet de loi de finances pour la gestion 2027 sont évaluées à 4 757 029 millions de francs CFA et se décomposent comme suit :

Libellés	Montant (en millions de FCFA)
Crédits de paiement ouverts au budget de l'Etat	3 690 968
Charges de trésorerie	1 066 061

Article 60 : Le budget de l'Etat pour la gestion 2027 dégage un solde budgétaire global déficitaire de 583 436 millions de francs CFA déterminé comme suit :

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DU PROJET DE LOI DE FINANCES GESTION 2027

(en millions de FCFA)

OPERATIONS BUDGETAIRES	RESSOURCES		CHARGES		SOLDE	
	2 736 136	3 107 531	3 223 136	3 690 968	-487 000	-583 436
	LFR 2026	PLF 2027	LFR 2026	PLF 2027	LFR 2026	PLF 2027
I- Budget général						
A- Recettes du budget général	**2 632 291**	**2 995 277**				
a- Recettes des régies et ANDF (non compris recettes affectées)	2 389 615	2 758 342				
b- Recettes d'ordre (renoncement à des droits/lutte contre la cherté)	150 000	150 000				
c- Exonérations classiques	18 000	18 000				
d- Dons budgétaires	20 000	23 500				
e- Fonds de concours et recettes assimilées	54 676	45 435				
B- Dépenses du budget général			**3 089 336**	**3 550 074**		
a- Dépenses ordinaires			**1 777 816**	**2 004 866**		
1- Dépenses de personnel			580 608	612 137		
2- Charges financières de la dette			306 703	367 022		
3- Dépenses d'acquisitions de biens et services			212 426	257 700		
4- Dépenses de transfert			678 079	768 007		
• Dépenses de transfert (Hors exonérations)			510 079	600 007		
• Exonérations classiques			18 000	18 000		
• Dépenses fiscales (cherté de la vie et autres)			150 000	150 000		
b- Dépenses en capital			**1 311 520**	**1 545 208**		
1- Sur financement intérieur			748 990	923 396		
• Contributions budgétaires			676 350	814 905		
• Emprunts banques locales			10 500	35 000		
• Emprunt BOAD			47 140	58 491		
• Dépenses fiscales			15 000	15 000		
2- Sur financement extérieur			562 530	621 812		
• Prêts projets			507 854	576 377		
• Dons projets			54 676	45 435		
Solde du budget général (A)-(B)					**-457 045**	**-554 797**
II- Budget annexe	**60 645**	**62 161**	**90 600**	**90 800**		
Fonds National des Retraites du Bénin	60 645	62 161	90 600	90 800		
Solde du budget annexe					**-29 955**	**-28 639**
III- Comptes d'affectation spéciale	**43 200**	**50 094**	**43 200**	**50 094**		
- Prévention, gestion des catastrophes et vulnérabilités	43 200	50 094	43 200	50 094		
Solde pour Compte d'affectation spéciale					**0**	**0**
Solde budgétaire global					**-487 000**	**-583 436**

PIB	15 676 900	20 491 510
Déficit (en % du PIB)	**-3,1%**	**-2,8%**

Article 61 : Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

OPERATIONS DE TRESORERIE	RESSOURCES		CHARGES		SOLDE	
	LFR 2026	PLF 2027	LFR 2026	PLF 2027	LFR 2026	PLF 2027
Besoin de financement (A)+(B)			**1 412 221**	**1 649 497**		
A- Charges de trésorerie			**925 221**	**1 066 061**		
Amortissement emprunts extérieurs (Prêts)			**272 563**	**347 875**		
• Amortissement Emprunt banques internationales			123 130	187 518		
• Amortissement Emprunt bilatéral			40 385	50 773		
• Amortissement Emprunt multilatéral			101 162	109 584		
• Amortissement Eurobond			7 886	0		
Amortissement emprunts intérieurs			**546 882**	**577 354**		
• Prêts banques locales			14 451	5 088		
• Prêts BOAD			38 695	45 226		
• Obligations du Trésor			408 629	445 340		
• Bons du Trésor			46 607	20 000		
• Tirages FMI			38 500	61 700		
Autres charges de trésorerie			**105 776**	**140 832**		
• Prêts et avances			41 209	41 209		
• Instances de paiement			64 567	25 000		
• Prêts rétrocédés			0	74 623		
B- Solde budgétaire global			**487 000**	**583 436**		
Ressources de financement	**1 412 221**	**1 649 497**				
A- Ressources extérieures	**1 154 052**	**758 393**				
Prêts projets	**507 854**	**651 000**				
• Banques internationales	86 720	89 989				
• Prêts bilatéraux	56 960	71 899				
• Prêts multilatéraux	364 174	489 112				
Prêts Programmes	**167 438**	**107 393**				
Eurobonds et autres financements extérieurs	**478 760**	**0**				
B- Ressources intérieures	**209 978**	**741 344**				
• Prêts banques locales	10 500	35 000				
• Prêts BOAD	47 140	58 491				
• Obligations du Trésor	86 732	607 853				
• Bons du Trésor	0	40 000				
• Tirages sur FMI	65 606	0				
C- Autres ressources de trésorerie	**48 191**	**149 760**				
• Remboursement Prêts et Avances	24 348	24 348				
• Prêts rétrocédés	23 773	125 412				
• Cession d'actifs	70	0				
TOTAL PROJET LOI DE FINANCES	**4 148 357**	**4 757 029**	**4 148 357**	**4 757 029**		

Article 62 : Le ministre chargé des Finances est autorisé à procéder, en 2027, dans les conditions fixées par décret, à des emprunts à court, moyen et long termes libellés en francs CFA et/ou en toute autre devise. Tout ou partie des obligations du Trésor pourraient être substituées par des obligations émises sur les marchés internationaux.

Article 63 : Il est prévu, au titre de la gestion 2027, des recrutements sur concours, appels à candidatures, tests et entretiens, d'agents pour le compte des ministères, institutions de l'Etat, collectivités territoriales et autres organismes publics.

Article 64 : Le plafond des autorisations d'emplois rémunérés dans les ministères et institutions par l'Etat, exprimé en équivalent temps plein travaillé (ETPT), est fixé pour la gestion 2027 à 102 844.

DEUXIEME PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES - DISPOSITIONS SPECIALES ET FINALES

TITRE I
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

I- CREDITS BUDGETAIRES POUR LA GESTION 2027

A- DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET GENERAL

Article 65 : Il est ouvert au budget général pour la gestion 2027, des crédits de paiement s'élevant à 3 550 074 millions de francs CFA comme indiqué dans le tableau A annexé à la présente loi.

Article 66 : Les crédits de paiement ouverts aux ministères et institutions de l'Etat au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à 2 004 866 millions de francs CFA et se répartissent comme suit :

Libellés	Montant (en millions de FCFA)
Charges financières de la dette	367 022
Dépenses de personnel	612 137
Dépenses d'acquisitions de biens et services	257 700
Dépenses de transfert	768 007

Article 67 : Les crédits de paiement ouverts pour la gestion 2027, au titre des dépenses en capital, se chiffrent à 1 545 208 millions de francs CFA et se décomposent comme suit :

Libellés	Montant (en millions de FCFA)
Financement intérieur	923 396
Financement extérieur	621 812

Article 68 : Les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP) ouverts au titre de la gestion 2027 sont répartis par programme et dotation budgétaire, tels que présentés au tableau B annexé à la présente loi.

B- DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET ANNEXE DU FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN

Article 69 : Il est ouvert au budget annexe du fonds national des retraites du Bénin (FNRB) pour la gestion 2027, des crédits de paiement (CP) s'élevant à 90 800 millions de francs CFA comme indiqué dans le tableau A annexé à la présente loi.

C- DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 70 : Il est ouvert en 2027, au profit des ministères au titre des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement (CP) s'élevant à 50 093 millions de francs CFA, conformément à la répartition du tableau A annexé à la présente loi.

Article 71 : Le montant des crédits de paiement (CP) ouverts en projet de loi de finances pour la gestion 2027, au titre des concours financiers de l'Etat (avances et prêts) s'élève à 41 209 millions de francs CFA.

D- DISPOSITIONS RELATIVES AUX REPORTS DE CREDITS

Article 72 : Le Président de la République est autorisé, en cours d'année 2027, à procéder par voie de décret, à des reports de crédits de 2026 sur 2027, en cas de nécessité et dans le respect de l'équilibre budgétaire voté par le parlement.

II- PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS POUR LA GESTION 2027 PAR MINISTERE ET INSTITUTION DE L'ETAT

Article 73 : Le plafond des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat au titre de la gestion 2027, exprimé en équivalent temps plein travaillé (ETPT), est réparti par ministère et institution de l'Etat comme suit :

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS PAR MINISTERE ET INSTITUTION POUR LA GESTION 2027 (EN ETPT)

SECTION	MINISTERE/INSTITUTION	Plafond d'emploi 2027
001	Assemblée Nationale	434
002	Cour Constitutionnelle	159
003	Cour Suprême	135
004	Conseil Economique et Social	123
005	Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	231
006	Haute Cour de Justice	87
009	Présidence de la République	159
033	Commission Béninoise des Droits de l'homme	40
036	Cour des Comptes	75
044	Sénat	31
012	Ministère de la Justice et de la Législation	1 311
013	Ministère des Affaires Etrangères	319
014	Ministère de l'Economie et des Finances	978
015	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique	14 429
016	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	1 481
017	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale	493
019	Ministère de la Santé	10 667
020	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	3 101
021	Ministère de l'Enseignement Secondaire	15 370
022	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire	29 169
023	Ministère de la Communication et des Médias	74
026	Ministère de la Famille et de l'Action Sociale	693
028	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi	90
029	Ministère des Sports et de l'Engagement Civique	194
030	Ministère de la Défense Nationale	17 262
034	Ministère de la Culture, des Arts et du Patrimoine	180
035	Ministère de la Transformation Digitale et de l'Innovation	46
037	Ministère du Cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable	1 304
038	Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Mines	356
039	Ministère de l'Economie et des Finances, chargé des Finances et de la Microfinance	2 654
040	Ministère de l'Economie et des Finances, chargé du Budget et de la Fonction Publique	879
041	Ministère de l'Economie et des Finances, chargé de la Mobilisation des ressources extérieures et de la Gestion de la dette	47
042	Ministère du Commerce Intérieur	130
043	Ministère du Tourisme et du Commerce Extérieur	143
	TOTAL	102 844

TITRE II
DISPOSITIONS SPECIALES ET FINALES

I- DISPOSITIONS SPECIALES

Article 75 : Le ministre chargé des Finances, ordonnateur principal unique des recettes du Budget de l'Etat et des opérations de trésorerie est autorisé, en cours d'année, à procéder à la régulation des engagements de dépenses des ministères et institutions de l'Etat en fonction du rythme de recouvrement des recettes budgétaires et de mobilisation des ressources de financement.

Après appréciation du niveau des ressources disponibles sur le compte unique du Trésor et du rythme de décaissement des dépenses, il peut procéder à une gestion active de la trésorerie.

Article 76 : Il est autorisé au titre de la gestion 2027, des engagements par anticipation sur les crédits de fonctionnement des établissements scolaires et universitaires, des postes diplomatiques et consulaires de la gestion 2028 ainsi que sur les crédits destinés à la rémunération des agents de l'Etat affectés aux collectivités territoriales pour servir dans les formations sanitaires et dans les établissements scolaires. Toutefois, ces engagements ne peuvent excéder le quart des crédits ouverts en 2027, sauf avis favorable du ministre chargé des finances.

II- DISPOSITIONS FINALES

Article 77 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

Article 78 : La présente loi qui entre en vigueur à compter du 1er janvier 2027, sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée nationale,

Joseph Fifamin DJOGBENOU

TABLEAU A : REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT PAR NATURE DE DEPENSE ET DESTINATION

(en milliers de FCFA)

SECT.	INTITULE	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026										PROJET DE LOI DE FINANCES GESTION 2027										Variation (f-c)/(c)
		DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL			Total dépenses en capital (b)	TOTAL (c)=(a)+(b)	Poids	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL			Total dépenses en capital (e)	TOTAL (f)=(d)+(e)	Poids	
		Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Financement intérieur	Financement extérieur (Dons)	Financement extérieur (Emprunts)				Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (d)	Financement intérieur	Financement extérieur (Dons)	Financement extérieur (Emprunts)				
001	ASSEMBLEE NATIONALE	18 057 559	6 857 694	570 000	25 485 253	7 600 448	0	0	7 600 448	**33 085 701**	**1,0%**	16 770 574	5 126 657	570 000	22 467 231	9 174 099	0	0	9 174 099	**31 641 330**	**0,9%**	**-4,4%**
002	COUR CONSTITUTIONNELLE	1 961 475	803 235	3 600	2 768 310	0	0	0	0	**2 768 310**	**0,1%**	2 034 845	803 235	3 600	2 841 680	0	0	0	0	**2 841 680**	**0,1%**	**2,7%**
003	COUR SUPREME	2 886 096	1 375 025	57 387	4 318 508	0	0	0	0	**4 318 508**	**0,1%**	2 538 759	1 375 025	57 387	3 971 171	0	0	0	0	**3 971 171**	**0,1%**	**-8,0%**
004	C.E.S	2 684 665	1 052 288	27 000	3 763 953	0	0	0	0	**3 763 953**	**0,1%**	3 235 197	2 025 443	35 000	5 295 640	0	0	0	0	**5 295 640**	**0,1%**	**40,7%**
005	H.A.A.C.	1 771 391	1 068 273	13 000	2 852 664	0	0	0	0	**2 852 664**	**0,1%**	2 262 020	1 068 273	13 000	3 343 293	0	0	0	0	**3 343 293**	**0,1%**	**17,2%**
006	HAUTE COUR DE JUSTICE	411 017	539 475	1 000	951 492	0	0	0	0	**951 492**	**0,0%**	420 394	539 475	1 000	960 869	0	0	0	0	**960 869**	**0,0%**	**1,0%**
007	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	202 643	603 155	78 000	883 798	0	0	0	0	**883 798**	**0,0%**	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0,0%**	**-100,0%**
008	C.E.N.A	1 113 772	700 450	10 000	1 824 222	0	0	0	0	**1 824 222**	**0,1%**	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0,0%**	**-100,0%**
009	PRESIDENCE	1 808 137	24 189 976	37 768 858	63 766 971	0	510 000	5 522 868	6 032 868	**69 799 839**	**2,2%**	1 820 014	24 189 976	38 118 858	64 128 848	0	90 000	9 296 711	9 386 711	**73 515 559**	**2,0%**	**5,3%**
010	APDP	0	0	738 277	738 277	0	0	0	0	**738 277**	**0,0%**	0	0	1 077 277	1 077 277	0	0	0	0	**1 077 277**	**0,0%**	**45,9%**
033	CBDH	438 848	389 711	6 900	835 459	0	0	0	0	**835 459**	**0,0%**	534 063	488 211	8 400	1 030 674	0	0	0	0	**1 030 674**	**0,0%**	**23,4%**
036	COUR DES COMPTES	2 183 402	2 666 600	10 000	4 860 002	0	0	0	0	**4 860 002**	**0,2%**	2 245 709	2 666 600	10 000	4 922 309	0	0	0	0	**4 922 309**	**0,1%**	**1,3%**
044	SENAT	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	**100 000**	**0,0%**	2 686 667	958 251	0	3 644 918	0	0	0	0	**3 644 918**	**0,1%**	
012	M.J.L	13 310 933	4 676 303	15 419 362	33 406 598	12 827 098	0	0	12 827 098	**46 233 696**	**1,4%**	13 868 890	4 676 303	15 419 362	33 964 555	19 249 638	0	0	19 249 638	**53 214 192**	**1,4%**	**15,1%**
013	M.A.E	9 436 035	6 573 701	100 000	16 109 736	2 150 000	0	0	2 150 000	**18 259 736**	**0,6%**	9 454 805	7 073 701	100 000	16 628 506	4 150 000	0	0	4 150 000	**20 778 506**	**0,6%**	**13,8%**
014	M.E.F	5 094 177	4 115 366	3 346 817	12 556 360	16 087 534	0	0	16 087 534	**28 643 894**	**0,9%**	5 866 501	4 342 101	3 120 082	13 328 685	13 087 534	0	10 763 905	23 851 440	**37 180 124**	**1,0%**	**29,8%**
015	M.I.S.P	59 409 945	8 720 135	1 739 385	69 869 465	15 369 943	0	10 739 415	26 109 358	**95 978 823**	**3,0%**	56 408 154	8 520 135	2 439 385	67 367 674	23 358 029	0	0	23 358 029	**90 725 703**	**2,5%**	**-5,5%**
016	M.A.E.P	7 177 551	10 044 812	39 523 588	56 745 951	36 314 985	6 050 000	45 000 000	87 364 985	**144 110 937**	**4,5%**	6 830 850	10 044 812	41 973 373	58 849 036	38 917 409	6 350 000	77 809 757	123 077 166	**181 926 201**	**4,9%**	**26,2%**
017	M.D.G.L	2 430 495	3 483 067	24 368 850	30 282 412	24 624 785	0	0	24 624 785	**54 907 198**	**1,7%**	2 429 513	3 483 067	24 368 850	30 281 431	32 665 814	0	0	32 665 814	**62 947 245**	**1,7%**	**14,6%**
019	M.S	43 553 021	10 459 991	52 187 782	106 200 793	27 273 588	0	61 811 085	89 084 673	**195 285 466**	**6,1%**	44 944 725	10 459 991	53 187 782	108 592 497	33 273 588	3 960 000	29 000 000	66 233 588	**174 826 085**	**4,7%**	**-10,5%**
020	M.E.S.R.S	43 388 271	4 653 422	24 524 382	72 566 075	51 212 279	28 936 009	123 962 132	204 110 420	**276 676 495**	**8,6%**	44 345 782	4 653 422	25 524 382	74 523 586	86 574 896	26 232 073	125 842 816	238 649 784	**313 173 370**	**8,5%**	**13,2%**
021	M.E.S	81 369 694	30 024 001	5 798 497	117 192 192	1 085 000	0	0	1 085 000	**118 277 192**	**3,7%**	82 695 367	30 024 001	5 798 497	118 517 865	2 085 000	0	4 235 519	6 320 519	**124 838 384**	**3,4%**	**5,5%**
022	M.E.M.P	134 837 932	20 387 288	40 105 545	195 330 765	7 473 200	0	0	7 473 200	**202 803 965**	**6,3%**	134 599 936	20 387 288	48 105 545	203 092 769	9 171 860	0	0	9 171 860	**212 264 629**	**5,8%**	**4,7%**
023	M.C.M	195 478	456 500	7 252 259	7 904 238	5 227 411	0	0	5 227 411	**13 131 649**	**0,4%**	236 732	786 693	6 890 587	7 914 012	4 476 083	0	0	4 476 083	**12 390 095**	**0,3%**	**-5,6%**
026	M.F.A.S	2 856 241	2 448 556	2 019 263	7 324 060	21 511 068	0	0	21 511 068	**28 835 128**	**0,9%**	2 771 881	3 016 551	1 811 268	7 599 700	13 125 033	0	8 000 000	21 125 033	**28 724 733**	**0,8%**	**-0,4%**
028	M.P.M.E.P.E	424 356	1 693 244	7 789 000	9 906 600	0	940 000	9 000 000	9 940 000	**19 846 600**	**0,6%**	514 097	2 478 244	6 989 000	9 981 341	0	100 000	31 709 869	31 809 869	**41 791 209**	**1,1%**	**110,6%**
029	M.S.E.C	826 919	2 112 663	10 490 839	13 430 421	22 846 819	0	0	22 846 819	**36 277 240**	**1,1%**	943 265	2 210 447	7 393 055	10 546 767	34 282 782	0	0	34 282 782	**44 829 549**	**1,2%**	**23,6%**
030	M.D.N	63 276 098	22 798 003	1 333 260	87 407 361	19 374 581	0	0	19 374 581	**106 781 942**	**3,3%**	66 373 039	24 426 444	1 555 940	92 355 423	21 626 875	0	0	21 626 875	**113 982 297**	**3,1%**	**6,7%**
034	M.C.A.P	1 286 272	2 046 068	5 738 400	9 070 740	2 126 152	0	0	2 126 152	**11 196 892**	**0,3%**	1 289 641	2 687 068	5 097 400	9 074 109	8 285 061	0	5 215 527	13 500 588	**22 574 697**	**0,6%**	**101,6%**
035	M.T.D.I	997 566	882 211	2 146 325	4 026 103	5 736 213	0	6 500 000	12 236 213	**16 262 316**	**0,5%**	824 799	1 882 211	1 146 325	3 853 335	7 736 213	0	0	7 736 213	**11 589 548**	**0,3%**	**-28,7%**
037	M.C.V.T	6 446 556	3 198 861	5 827 371	15 472 788	318 387 246	1 110 000	174 781 313	494 278 559	**509 751 346**	**15,8%**	6 306 939	3 336 861	5 689 371	15 333 171	410 603 469	1 413 407	166 725 295	578 742 171	**594 075 342**	**16,1%**	**16,5%**
038	M.E.E.M	1 708 810	1 713 035	110 000	3 531 846	99 814 103	17 129 701	64 245 464	181 189 268	**184 721 113**	**5,7%**	1 688 095	1 713 035	110 000	3 511 131	110 968 016	6 580 000	104 409 649	221 957 665	**225 468 796**	**6,1%**	**22,1%**
039	M.F.F	14 255 819	5 004 226	11 273 694	30 533 739	1 500 000	0	0	1 500 000	**32 033 739**	**1,0%**	14 826 051	6 204 226	10 073 694	31 103 971	5 000 000	710 000	0	5 710 000	**36 813 971**	**1,0%**	**14,9%**
040	M.B.F.P	5 260 889	5 672 418	46 000	10 979 308	1 312 924	0	0	1 312 924	**12 292 232**	**0,4%**	5 741 534	5 672 418	546 000	11 959 952	6 650 000	0	0	6 650 000	**18 609 952**	**0,5%**	**51,4%**
041	M.M.G	3 568 179	1 880 700	0	5 448 879	0	0	0	0	**5 448 879**	**0,2%**	5 139 543	1 880 700	0	7 020 243	0	0	0	0	**7 020 243**	**0,2%**	**28,8%**
042	M.C.I	1 057 774	1 391 377	4 872 302	7 321 453	0	0	0	0	**7 321 453**	**0,2%**	1 133 172	1 403 679	4 860 000	7 396 851	0	0	0	0	**7 396 851**	**0,2%**	**1,0%**
043	M.T.C.E	341 136	629 076	4 718 313	5 688 525	49 134 785	0	6 292 013	55 426 798	**61 115 323**	**1,9%**	358 193	629 076	4 718 313	5 705 581	28 934 602	0	3 367 766	32 302 368	**38 007 950**	**1,0%**	**-37,8%**
	TOTAL MINISTERES ET INSTITUTIONS	**536 029 151**	**195 310 909**	**310 115 255**	**1 041 455 315**	**748 990 163**	**54 675 710**	**507 854 290**	**1 311 520 163**	**2 352 975 478**	**73,0%**	**544 139 745**	**201 233 623**	**316 812 731**	**1 062 186 100**	**923 396 000**	**45 435 480**	**576 376 814**	**1 545 208 294**	**2 607 394 394**	**70,6%**	**10,8%**
014	CHARGES FIN. DE LA DETTE PUBLIQUE				306 703 000				0	**306 703 000**	**9,5%**				367 022 227				0	**367 022 227**	**9,9%**	**19,7%**
014	DEPENSES EN ATTENUATIONS DE RECETTES			168 000 000	168 000 000				0	**168 000 000**	**5,2%**			168 000 000	168 000 000				0	**168 000 000**	**4,6%**	**0,0%**
014	DEPENSES ACCIDENTELLES ET IMPREVISIBLES	44 579 145	17 114 358	199 963 745	261 657 248	0			0	**261 657 248**	**8,1%**	67 997 611	56 466 377	283 193 878	407 657 865	0	0	0	0	**407 657 865**	**11,0%**	**55,8%**
	TOTAL DEPENSES NON REPARTIES	44 579 145	17 114 358	367 963 745	736 360 248	0	0	0	-0,000165039	**736 360 248**	**22,8%**	67 997 611	56 466 377	451 193 878	942 680 092	0	0	0	0,00041687	**942 680 092**	**25,5%**	**28,0%**
	TOTAL BUDGET GENERAL	**580 608 296**	**212 425 267**	**678 079 000**	**1 777 815 563**	**748 990 163**	**54 675 710**	**507 854 290**	**1 311 520 163**	**3 089 335 726**	**95,8%**	**612 137 356**	**257 700 000**	**768 006 609**	**2 004 866 191**	**923 396 000**	**45 435 480**	**576 376 814**	**1 545 208 294**	**3 550 074 485**	**96,2%**	**14,9%**
	Ratio	18,8%	6,9%	21,9%	**57,5%**	24,2%	1,8%	16,4%	**42,5%**	**100,0%**		17,2%	7,3%	21,6%	**56,5%**	26,0%	1,3%	16,2%	**43,5%**	**100,0%**		
014	F.N.R.B (Fonctionnement)	150 000	850 000		1 000 000				0	**1 000 000**	**0,0%**	150 000	850 000		1 000 000				0	**1 000 000**	**0,0%**	**0,0%**
014	F.N.R.B (Pensions)			89 600 000	89 600 000				0	**89 600 000**	**2,8%**			89 800 000	89 800 000				0	**89 800 000**	**2,4%**	**0,2%**
	TOTAL BUDGET ANNEXE	150 000	850 000	89 600 000	90 600 000	0	0	0	0	**90 600 000**	**2,8%**	150 000	850 000	89 800 000	90 800 000	0	0	0	0	**90 800 000**	**2,5%**	**0,2%**
014	PREVENTION, GESTION DES CATASTROPHES ET VULNERABILITES	0	0	43 200 000	43 200 000				0	**43 200 000**	**1,3%**	0	0	50 093 391	50 093 391				0	**50 093 391**	**1,4%**	**16,0%**
	TOTAL CAS	**0**	**0**	**43 200 000**	**43 200 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43 200 000**	**1,3%**	**0**	**0**	**50 093 391**	**50 093 391**	**0**	**0**	**0**	**0**	**50 093 391**	**1,4%**	**16,0%**
	TOTAL BUDGET DE L'ETAT	**580 758 296**	**213 275 267**	**810 879 000**	**1 911 615 563**	**748 990 163**	**54 675 710**	**507 854 290**	**1 311 520 163**	**3 223 135 726**	**100,0%**	**612 287 356**	**258 550 000**	**907 900 000**	**2 145 759 582**	**923 396 000**	**45 435 480**	**576 376 814**	**1 545 208 294**	**3 690 967 876**	**100,0%**	**14,5%**
	Ratio	18,0%	6,6%	25,2%	**59,3%**	23,2%	1,7%	15,8%	**40,7%**	**100,0%**		16,6%	7,0%	24,6%	**58,1%**	25,0%	1,2%	15,6%	**41,9%**	**100,0%**		
	OPERATIONS DE TRESORERIE									**925 221 352**	**-**									**1 066 060 696**	**-**	**15,2%**
	TOTAL LOI DE FINANCES	**580 758 296**	**213 275 267**	**810 879 000**	**1 911 615 563**	**748 990 163**	**54 675 710**	**507 854 290**	**1 311 520 163**	**4 148 357 078**	**-**	**612 287 356**	**258 550 000**	**907 900 000**	**2 145 759 582**	**923 396 000**	**45 435 480**	**576 376 814**	**1 545 208 294**	**4 757 028 572**	**-**	**14,7%**

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2027

TABLEAU B : REPARTITION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)

(en milliers de FCFA)

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL								Total (a)+(b)
		Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures		Ressources extérieures (Dons)		Ressources extérieures (Emprunts)		Total dépenses en capital (b)		
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION (012)	**13 868 890**	**4 676 303**	**15 419 362**	**33 964 555**	**19 249 638**	**19 249 638**	**0**	**0**	**0**	**0**	**19 249 638**	**19 249 638**	**53 214 192**
018	Pilotage et soutien aux services du MJL	1 718 491	3 921 322	0	5 639 814	0	0	0	0	0	0	0	0	**5 639 814**
019	Cadre législatif normatif et institutionnel	1 325 842	225 525	0	1 551 367	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 551 367**
020	Services judiciaires	10 613 618	399 456	5 178 222	16 191 295	18 249 638	18 249 638	0	0	0	0	18 249 638	18 249 638	**34 440 933**
021	Droits Humains	210 939	130 000	241 140	582 079	0	0	0	0	0	0	0	0	**582 079**
095	Système pénitentiaire	0	0	10 000 000	10 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000	**11 000 000**
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (013)	**9 454 805**	**7 073 701**	**100 000**	**16 628 506**	**4 150 000**	**4 150 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 150 000**	**4 150 000**	**20 778 506**
022	Pilotage et soutiens aux services du MAE	1 544 782	2 656 705	0	4 201 487	3 550 000	3 550 000	0	0	0	0	3 550 000	3 550 000	**7 751 487**
023	Relations Extérieures et Partenariats	6 667 514	3 728 004	0	10 395 519	600 000	600 000	0	0	0	0	600 000	600 000	**10 995 519**
103	Services Extérieures, Diaspora et Afrodescendant	1 242 508	688 992	100 000	2 031 501	0	0	0	0	0	0	0	0	**2 031 501**
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (014)	**5 866 501**	**4 342 101**	**3 120 082**	**13 328 685**	**13 087 534**	**13 087 534**	**0**	**0**	**10 763 905**	**10 763 905**	**23 851 440**	**23 851 440**	**37 180 124,182**
026	Pilotage et soutien aux services du MEF	1 522 433	2 690 583	370 082	4 583 098	0	0	0	0	0	0	0	0	**4 583 098**
016	Orientation et évaluation des politiques de développement	733 239	470 950	500 000	1 704 189	2 099 520	2 099 520	0	0	0	0	2 099 520	2 099 520	**3 803 709**
027	Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier	667 088	216 409	2 250 000	3 133 497	10 988 014	10 988 014	0	0	10 763 905	10 763 905	21 751 920	21 751 920	**24 885 417**
131	Contrôle administratif de la gestion des ressources publiques	2 943 742	964 158	0	3 907 900	0	0	0	0	0	0	0	0	**3 907 900**
	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (015)	**56 408 154**	**8 520 135**	**2 439 385**	**67 367 674**	**36 216 057**	**23 358 029**	**0**	**0**	**0**	**0**	**36 216 057**	**23 358 029**	**90 725 703**
080	Pilotage et soutien aux services du MISP	761 934	2 546 181	200 000	3 508 115	15 216 057	9 358 029	0	0	0	0	15 216 057	9 358 029	**12 866 144**
081	Sécurité publique	49 706 592	5 734 954	209 000	55 650 546	17 000 000	10 000 000	0	0	0	0	17 000 000	10 000 000	**65 650 546**
082	Protection civile	5 808 814	0	1 210 385	7 019 199	2 000 000	2 000 000	0	0	0	0	2 000 000	2 000 000	**9 019 199**
083	Affaires intérieures	130 813	239 000	0	369 813	0	0	0	0	0	0	0	0	**369 813**
084	Gestion intégrée des espaces frontaliers	0	0	820 000	820 000	2 000 000	2 000 000	0	0	0	0	2 000 000	2 000 000	**2 820 000**
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (016)	**6 830 850**	**10 044 812**	**41 973 373**	**58 849 036**	**57 169 591**	**38 917 409**	**30 036 789**	**6 350 000**	**219 431 253**	**77 809 757**	**306 637 633**	**123 077 166**	**181 926 201**
035	Pilotage et soutien aux services du MAEP	1 989 055	5 277 718	1 200 000	8 466 773	700 000	600 000	0	0	0	0	700 000	600 000	**9 066 773**
036	Agriculture	4 199 328	4 022 684	38 968 373	47 190 385	33 027 659	22 204 740	19 336 789	5 233 028	187 339 416	61 173 276	239 703 864	88 611 044	**135 801 429**
037	Elevage	363 402	375 896	1 675 000	2 414 298	17 341 932	9 598 974	10 700 000	1 116 972	23 476 405	12 984 316	51 518 336	23 700 262	**26 114 560**
038	Pêche et aquaculture	279 065	368 515	130 000	777 580	6 100 000	6 513 695	0	0	8 615 432	3 652 165	14 715 432	10 165 860	**10 943 439**
	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE (017)	**2 429 513**	**3 483 067**	**24 368 850**	**30 281 431**	**32 665 814**	**32 665 814**	**0**	**0**	**0**	**0**	**32 665 814**	**32 665 814**	**62 947 245**
039	Pilotage et soutien aux services du MDGL	1 087 151	1 156 589	0	2 243 740	0	0	0	0	0	0	0	0	**2 243 740**
040	Gouvernance et développement à la base	103 272	201 962	24 368 850	24 674 084	32 665 814	32 665 814	0	0	0	0	32 665 814	32 665 814	**57 339 898**
041	Appui à la déconcentration	1 239 090	2 124 517	0	3 363 607	0	0	0	0	0	0	0	0	**3 363 607**
	MINISTERE DE LA SANTE (019)	**44 944 725**	**10 459 991**	**53 187 782**	**108 592 497**	**33 273 588**	**33 273 588**	**3 960 000**	**3 960 000**	**35 600 000**	**29 000 000**	**72 833 588**	**66 233 588**	**174 826 085**
045	Pilotage et Soutien aux services du MS	44 775 192	9 925 491	8 874 215	63 574 898	1 300 000	1 300 000	3 960 000	3 960 000	4 000 000	4 000 000	9 260 000	9 260 000	**72 834 898**
046	Prévention et Sécurité sanitaire	80 620	206 500	16 268 214	16 555 334	7 940 000	7 940 000	0	0	0	0	7 940 000	7 940 000	**24 495 334**
047	Offre et accès aux soins de santé	88 912	328 000	28 045 352	28 462 265	24 033 588	24 033 588	0	0	31 600 000	25 000 000	55 633 588	49 033 588	**77 495 853**
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, EN CHARGE DE LA FORMATION TECHNIQUE (020)	**44 345 782**	**4 653 422**	**25 524 382**	**74 523 586**	**332 098 969**	**86 574 896**	**49 974 861**	**26 232 073**	**346 190 227**	**125 842 816**	**728 264 057,289**	**238 649 784**	**313 173 369,924**
054	Pilotage et soutien aux services du MESRS	1 426 187	2 853 315	792 566	5 072 068	0	0	0	0	0	0	0	0	**5 072 068**
055	Enseignement supérieur	38 672 593	982 057	4 917 000	44 571 650	155 106 345	25 946 982	0	0	11 200 000	5 600 000	166 306 345	31 546 982	**76 118 632**
056	Recherche scientifique et innovation	353 724	131 900	675 000	1 160 624	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 160 624**
057	Vie de l'étudiant	183 458	200 000	16 900 000	17 283 458	1 780 907	250 000	0	0	0	0	1 780 907	250 000	**17 533 458**
123	Formation technique	3 709 819	486 150	2 239 816	6 435 785	175 211 718	60 377 914	49 974 861	26 232 073	334 990 227	120 242 816	560 176 806	206 852 802	**213 288 588**
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (021)	**82 695 367**	**30 024 001**	**5 798 497**	**118 517 865**	**2 085 000**	**2 085 000**	**0**	**0**	**4 235 519**	**4 235 519**	**6 320 519**	**6 320 519**	**124 838 384**
058	Pilotage et soutien aux services du MESTFP	79 448 950	5 643 329	193 180	85 285 459	0	0	0	0	0	0	0	0	**85 285 459**
059	Enseignement secondaire général	3 074 898	24 123 598	5 362 777	32 561 273	2 085 000	2 085 000	0	0	4 235 519	4 235 519	6 320 519	6 320 519	**38 881 792**
061	Alphabétisation et promotion des langues nationales	171 519	257 074	242 540	671 133	0	0	0	0	0	0	0	0	**671 133**
	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE (022)	**134 599 936**	**20 387 288**	**48 105 545**	**203 092 769**	**9 171 860**	**9 171 860**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 171 860**	**9 171 860**	**212 264 629**
062	Pilotage et soutien aux services du MEMP	129 599 209	15 957 601	300 000	145 856 811	0	0	0	0	0	0	0	0	**145 856 811**
063	Accès, équité et rétention	441 447	324 589	47 445 545	48 211 581	9 171 860	9 171 860	0	0	0	0	9 171 860	9 171 860	**57 383 441**
064	Qualité des enseignements	4 559 279	4 105 098	360 000	9 024 377	0	0	0	0	0	0	0	0	**9 024 377**

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2027

TABLEAU B : REPARTITION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)

(en milliers de FCFA)

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL								Total (a)+(b)
		Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures		Ressources extérieures (Dons)		Ressources extérieures (Emprunts)		Total dépenses en capital (b)		
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS (023)	**236 732**	**786 693**	**6 890 587**	**7 914 012**	**5 372 061**	**4 476 083**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 372 061**	**4 476 083**	**12 390 095**
065	Pilotage et soutien aux services du MCM	178 155	674 003	312 000	1 164 158	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 164 158**
109	Communication et Médias	58 577	112 690	6 578 587	6 749 854	5 372 061	4 476 083	0	0	0	0	5 372 061	4 476 083	**11 225 937**
	MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'ACTION SOCIALE (026)	**2 771 881**	**3 016 551**	**1 811 268**	**7 599 700**	**13 125 033**	**13 125 033**	**0**	**0**	**8 000 000**	**8 000 000**	**21 125 033**	**21 125 033**	**28 724 733**
032	Pilotage et soutien aux services du MFAS	2 485 006	2 091 294	48 859	4 625 159	0	0	0	0	0	0	0	0	**4 625 159**
033	Promotion socio-économique des couches vulnérables	286 875	925 257	1 762 409	2 974 541	13 125 033	13 125 033	0	0	8 000 000	8 000 000	21 125 033	21 125 033	**24 099 574**
	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI, EN CHARGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (028)	**514 097**	**2 478 244**	**6 989 000**	**9 981 341**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**	**31 709 869**	**31 709 869**	**31 809 869**	**31 809 869**	**41 791 209**
050	Pilotage et soutien aux services du MPMEPE	427 732	1 683 244	429 000	2 539 976	0	0	0	0	0	0	0	0	**2 539 976**
051	Emploi	8 100	100 000	2 000 000	2 108 100	0	0	100 000	100 000	18 881 054	18 881 054	18 981 054	18 981 054	**21 089 154**
052	Artisanat	33 165	250 000	2 960 000	3 243 165	0	0	0	0	0	0	0	0	**3 243 165**
053	Appui aux PME	45 100	150 000	1 200 000	1 395 100	0	0	0	0	12 828 815	12 828 815	12 828 815	12 828 815	**14 223 915**
125	Formation professionnelle	0	295 000	400 000	695 000	0	0	0	0	0	0	0	0	**695 000**
	MINISTERE DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE (029)	**943 265**	**2 210 447**	**7 393 055**	**10 546 767**	**34 282 782**	**34 282 782**	**0**	**0**	**0**	**0**	**34 282 782,2740**	**34 282 782**	**44 829 549**
099	Pilotage et soutien aux services du MSEC	488 425	1 134 958	194 000	1 817 383	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 817 383**
091	Sport	419 187	959 451	7 199 055	8 577 693	34 282 782	34 282 782	0	0	0	0	34 282 782	34 282 782	**42 860 476**
092	Jeunesse et loisirs	35 652	116 038	0	151 690	0	0	0	0	0	0	0	0	**151 690**
	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (030)	**66 373 039**	**24 426 444**	**1 555 940**	**92 355 423**	**22 469 942**	**21 626 875**	**0**	**0**	**0**	**0**	**22 469 942**	**21 626 875**	**113 982 297**
048	Pilotage et soutien aux services du MDN	500 000	2 210 516	410 000	3 120 516	22 469 942	21 626 875	0	0	0	0	22 469 942	21 626 875	**24 747 391**
049	Protection du territoire national	65 873 039	22 215 928	1 145 940	89 234 907	0	0	0	0	0	0	0	0	**89 234 907**
	MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU PATRIMOINE (034)	**1 289 641**	**2 687 068**	**5 097 400**	**9 074 109**	**8 285 061**	**8 285 061**	**0**	**0**	**5 215 527**	**5 215 527**	**13 500 588**	**13 500 588**	**22 574 697**
096	Pilotage et soutien aux services du MCAP	721 378	1 503 696	563 457	2 788 531	0	0	0	0	0	0	0	0	**2 788 531**
094	Culture et Arts	336 033	790 160	1 871 000	2 997 193	3 975 551	3 975 551	0	0	0	0	3 975 551	3 975 551	**6 972 745**
132	Patrimoine Culturel	232 230	393 212	2 662 943	3 288 385	4 309 509	4 309 509	0	0	5 215 527	5 215 527	9 525 036	9 525 036	**12 813 421**
	MINISTERE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE ET DE L'INNOVATION, EN CHARGE DE LA STRATEGIE NATIONALE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (035)	**824 799**	**1 882 211**	**1 146 325**	**3 853 335**	**10 692 213**	**7 736 213**	**0**	**0**	**0**	**0**	**10 692 213**	**7 736 213**	**11 589 548,4530**
100	Pilotage et soutien aux services du MTDI	760 236	854 211	146 325	1 760 773	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 760 773**
128	Transformation Digitale de l'Administration et des Secteurs	24 448	28 000	0	52 448	7 956 000	5 000 000	0	0	0	0	7 956 000	5 000 000	**5 052 448**
129	Innovation, Technologies et Expérimentation	0	798 000	0	798 000	0	0	0	0	0	0	0	0	**798 000**
130	Infrastructures Numériques, Équipements et Connectivité	40 115	202 000	1 000 000	1 242 115	2 736 213	2 736 213	0	0	0	0	2 736 213	2 736 213	**3 978 328**
	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE (037)	**6 306 939**	**3 336 861**	**5 689 371**	**15 333 171**	**411 603 469**	**410 603 469**	**1 413 407**	**1 413 407**	**166 725 295**	**166 725 295**	**579 742 171**	**578 742 171**	**594 075 342**
114	Pilotage et soutien aux services du MCVT	1 737 022	2 395 811	173 840	4 306 673	6 109 000	6 109 000	0	0	0	0	6 109 000	6 109 000	**10 415 673**
115	Environnement, Forêts et climat	4 026 433	356 000	2 832 656	7 215 089	54 169 705	53 169 705	953 407	953 407	9 500 000	9 500 000	64 623 112	63 623 112	**70 838 200**
116	Infrastructures et Transports	234 629	523 770	1 987 000	2 745 399	148 643 455	148 643 455	460 000	460 000	11 500 000	11 500 000	160 603 455	160 603 455	**163 348 854**
088	Villes et territoires durables	131 482	33 280	695 875	860 637	77 482 356	77 482 356	0	0	104 751 907	104 751 907	182 234 263	182 234 263	**183 094 900**
089	Construction et Habitat	177 373	28 000	0	205 373	125 198 954	125 198 954	0	0	40 973 387	40 973 387	166 172 341	166 172 341	**166 377 714**
	MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES (038)	**1 688 095**	**1 713 035**	**110 000**	**3 511 131**	**119 394 672**	**110 968 016**	**7 634 249**	**6 580 000**	**147 609 458**	**104 409 649**	**274 638 378,804**	**221 957 665**	**225 468 795,794**
113	Pilotage et soutien aux services du MEEM	1 158 770	1 532 283	0	2 691 053	2 637 661	2 800 000	0	0	0	0	2 637 661	2 800 000	**5 491 053**
079	Energie	147 428	55 252	100 000	302 680	41 566 259	32 854 249	4 594 249	3 540 000	93 791 057	50 591 248	139 951 565	86 985 498	**87 288 178**
077	Eau	160 140	76 000	0	236 140	70 758 052	70 663 767	3 040 000	3 040 000	53 818 401	53 818 401	127 616 453	127 522 168	**127 758 307**
078	Mines	221 757	49 500	10 000	281 257	4 432 700	4 650 000	0	0	0	0	4 432 700	4 650 000	**4 931 257**
	MINISTERE CHARGE DES FINANCES ET DE LA MICROFINANCE (039)	**14 826 051**	**6 204 226**	**10 073 694**	**31 103 971**	**5 000 000**	**5 000 000**	**710 000**	**710 000**	**0**	**0**	**5 710 000**	**5 710 000**	**36 813 971**
118	Pilotage et soutien aux services du MFF	1 774 739	4 199 986	0	5 974 725	2 000 000	2 000 000	0	0	0	0	2 000 000	2 000 000	**7 974 725**
119	Mobilisation des ressources intérieures et gestion de la trésorerie de l'Etat	12 767 088	1 354 240	8 439 974	22 561 302	3 000 000	3 000 000	710 000	710 000	0	0	3 710 000	3 710 000	**26 271 302**
034	Développement du Secteur financier et Inclusion financière	284 224	650 000	1 633 720	2 567 944	0	0	0	0	0	0	0	0	**2 567 944**
	MINISTERE DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (040)	**5 741 534**	**5 672 418**	**546 000**	**11 959 952**	**6 650 000**	**6 650 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6 650 000**	**6 650 000**	**18 609 952**
120	Pilotage et soutien aux services du MBFP	2 326 408	2 769 000	46 000	5 141 408	800 000	800 000	0	0	0	0	800 000	800 000	**5 941 408**
029	Gestion budgétaire et moyens de l'Etat	2 012 646	2 171 418	500 000	4 684 065	2 500 000	2 500 000	0	0	0	0	2 500 000	2 500 000	**7 184 065**
043	Promotion du Travail Décent	330 470	365 000	0	695 470	0	0	0	0	0	0	0	0	**695 470**
044	Modernisation de l'administration publique	1 072 009	367 000	0	1 439 009	3 350 000	3 350 000	0	0	0	0	3 350 000	3 350 000	**4 789 009**

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2027

TABLEAU B : REPARTITION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)

(en milliers de FCFA)

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL								Total (a)+(b)
		Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures		Ressources extérieures (Dons)		Ressources extérieures (Emprunts)		Total dépenses en capital (b)		
						AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
MINISTERE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES EXTEREURES ET DE LA GESTION DE LA DETTE (041)		**5 139 543**	**1 880 700**	**0**	**7 020 243**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 020 243**
121	Pilotage et soutien aux services du MMG	84 944	353 530	0	438 474	0	0	0	0	0	0	0	0	**438 474**
122	Gestion des ressources de financement	5 054 599	1 527 170	0	6 581 769	0	0	0	0	0	0	0	0	**6 581 769**
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR EN CHARGE DE LA FORMALISATION DE L'ECONOMIE (042)		**1 133 172**	**1 403 679**	**4 860 000**	**7 396 851**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 396 851**
073	Pilotage et soutien aux services du MCI	743 050	919 575	0	1 662 625	0	0	0	0	0	0	0	0	**1 662 625**
124	Commerce Intérieur et Formalisation de l'Economie	390 122	484 104	4 860 000	5 734 226	0	0	0	0	0	0	0	0	**5 734 226**
MINISTERE DU TOURISME, DU COMMERCE EXTERIEUR EN CHARGE DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE (043)		**358 193**	**629 076**	**4 718 313**	**5 705 581**	**28 934 602**	**28 934 602**	**0**	**0**	**3 367 766**	**3 367 766**	**32 302 368**	**32 302 368**	**38 007 949,862**
126	Pilotage et soutien aux services du MTCE	277 324	412 860	500 000	1 190 184	250 000	250 000	0	0	0	0	250 000	250 000	**1 440 184**
093	Tourisme	32 283	102 840	4 218 313	4 353 435	27 431 662	27 431 662	0	0	3 367 766	3 367 766	30 799 428	30 799 428	**35 152 864**
127	Commerce extérieur	29 261	31 700	0	60 961	472 940	472 940	0	0	0	0	472 940	472 940	**533 901**
074	Industrie	19 325	81 676	0	101 001	780 000	780 000	0	0	0	0	780 000	780 000	**881 001**
031	Assurance retraite des agents de l'Etat	150 000	850 000	89 800 000	90 800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	**90 800 000**
107	Prévention et gestion des catastrophes	0	0	50 093 391	50 093 391	0	0	0	0	0	0	0	0	**50 093 391**
TOTAL PROGRAMMES BUDGETAIRES		**509 741 503**	**162 842 477**	**416 811 600**	**1 089 395 580**	**1 204 977 886**	**914 221 901**	**93 829 305**	**45 345 480**	**978 848 820**	**567 080 103**	**2 277 656 011**	**1 526 647 484**	**2 616 043 064**
001	Dotation pour l'Assemblée Nationale	16 770 574	5 126 657	570 000	22 467 231	9 174 099	9 174 099					9 174 099	9 174 099	**31 641 330**
002	Dotation pour la Cour Constitutionnelle	2 034 845	803 235	3 600	2 841 680							0	0	**2 841 680**
003	Dotation pour la Cour Suprême	2 538 759	1 375 025	57 387	3 971 171							0	0	**3 971 171**
004	Dotation pour le Conseil Economique et Social	3 235 197	2 025 443	35 000	5 295 640							0	0	**5 295 640**
005	Dotation pour la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	2 262 020	1 068 273	13 000	3 343 293							0	0	**3 343 293**
006	Dotation pour la Haute Cour de Justice	420 394	539 475	1 000	960 869							0	0	**960 869**
009	Dotation pour la Commission Béninoise des Droits de l'Homme	534 063	488 211	8 400	1 030 674							0	0	**1 030 674**
014	Dotation pour l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel	0	0	1 077 277	1 077 277							0	0	**1 077 277**
010	Dotation pour la Présidence de la République	1 820 014	24 189 976	38 118 858	64 128 848	0	0	90 000	90 000	9 296 711	9 296 711	9 386 711	9 386 711	**73 515 559**
101	Dotation pour la Cour des Comptes	2 245 709	2 666 600	10 000	4 922 309							0	0	**4 922 309**
133	Dotation pour le Sénat	2 686 667	958 251	0	3 644 918							0	0	**3 644 918**
011	Dotation pour les dépenses d'intervention publique, accidentelles et imprévisibles	67 997 611	56 466 377	451 193 878	575 657 865							0	0	**575 657 865**
012	Dotation pour les comptes d'aval et de garantie	0	0	0	2 332 000							0	0	**2 332 000**
013	Dotation pour les Charges financières de la dette	0	0	0	364 690 227							0	0	**364 690 227**
TOTAL DOTATIONS BUDGETAIRES		**102 545 853**	**95 707 523**	**491 088 400**	**1 056 364 002**	**9 174 099**	**9 174 099**	**90 000**	**90 000**	**9 296 711**	**9 296 711**	**18 560 810**	**18 560 810**	**1 074 924 813**
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		**612 287 356**	**258 550 000**	**907 900 000**	**2 145 759 582**	**1 214 151 985**	**923 396 000**	**93 919 305**	**45 435 480**	**988 145 532**	**576 376 814**	**2 296 216 822**	**1 545 208 294**	**3 690 967 876**